

L'initiative Sortir du nucléaire reste nécessaire

Après Fukushima, le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé la sortie du nucléaire. Mais cette décision n'est pas encore définitive. C'est pourquoi l'initiative des Verts pour la sortie du nucléaire reste nécessaire : en montrant le chemin à suivre, elle exerce une pression salutaire sur les décideurs politiques.

En mars 2011, un terrible accident nucléaire est survenu au Japon. Les réacteurs fortement endommagés de la centrale de Fukushima ont fait comprendre au monde entier que même dans un pays hautement industrialisé, le risque nucléaire demeure bien réel. À ce jour, les conséquences de l'accident pour la population japonaise sont impossibles à évaluer.

La ministre de l'énergie, Doris Leuthard, a immédiatement suspendu les demandes d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires. Au mois de mai, le Conseil fédéral faisait part de son intention de sortir du nucléaire. Le Parlement lui a emboîté le pas : les deux Chambres fédérales ont voté la même déclaration de principe.

Nombreuses lacunes

Mais la sortie du nucléaire est néanmoins bien loin d'être sous toit. De nombreuses lacunes subsistent. Le projet n'aura force de contrainte qu'à partir du moment où le Parlement l'aura traduit dans une loi correspondante, d'ici deux à trois ans. Il est encore impossible de prévoir comment le nouveau Parlement élu en octobre et le Conseil fédéral recomposé la semaine prochaine se positionneront face à cet enjeu.

De même, il n'y a pas de date fixe pour la sortie. Doris Leuthard a mentionné 2035, mais elle a constaté en même temps que les centrales nucléaires pourraient au besoin continuer à fonctionner plus longtemps – à savoir, aussi longtemps qu'elles sont estimées « sûres ». Les anciennes centrales sont pourtant d'année en année plus sujettes aux accidents.

Enfin, parce qu'ils exigent plusieurs années, les changements législatifs offrent au lobby du nucléaire de nombreuses occasions de diluer les exigences initiales et d'autoriser le retour du nucléaire « par la petite porte ». Le Conseil des Etats est déjà tombé dans le piège, en avalisant une clause qui permettra de poursuivre les recherches sur la technologie nucléaire.

L'initiative reste nécessaire

L'initiative pour une sortie ordonnée de l'énergie nucléaire demeure indispensable. Concrètement, elle demande que l'exploitation de centrales nucléaires soit interdite en Suisse. Les dispositions transitoires prévoient que les centrales suisses soient arrêtées au plus tard après 45 années d'exploitation. Ce qui signifie que la dernière d'entre elles serait mise hors service au plus tard en 2029.

Les études des organisations de protection de l'environnement montrent qu'il est possible de se passer de courant nucléaire en misant sur les économies d'énergie, l'augmentation de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Les bonnes raisons de signer

Il y a plusieurs bons arguments en faveur d'un abandon total de l'énergie nucléaire :

- Les centrales nucléaires sont dangereuses. Le risque augmente avec le vieillissement des installations.
- Les déchets nucléaires restent toxiques pendant 1 million d'années. L'industrie nucléaire ne sait toujours pas comment les éliminer.
- Le nucléaire est hors de prix. Le prix du kilowattheure nucléaire ne couvre que partiellement le traitement des déchets. La loi limite la responsabilité civile des

exploitants à 2 milliards de francs. C'est une partie très petite des dégâts possibles. Ce sont la Confédération et les contribuables qui doivent couvrir la différence.

- Le courant nucléaire est vendu à un prix artificiellement bas, ce qui empêche les alternatives de prendre pied sur le marché. Des investissements dans les énergies renouvelables permettraient pourtant de créer près de 2 fois plus d'emplois et de renforcer le tissu économique régional, alors que les bénéfices des centrales nucléaires partent pour la plupart à l'étranger.
- L'exploitation de l'uranium n'est pas durable. L'extraction et le transport dégradent le climat, sont dangereux et toxiques pour la population et leur santé.

Une large alliance

L'initiative pour la sortie du nucléaire est soutenue par une large alliance. En plus de l'ATE, y participent des associations de défense de l'environnement (Pro Natura, Greenpeace), des syndicats (USS, Unia, SSP), des partis politiques (PCS, PS, PEV, JS), des entreprises (Jenny Energietechnik AG) et d'autres organisations, dont la liste complète peut être trouvée sur www.initiative-sortir-du-nucleaire.ch.